

# ,Le monde n'est pas une marchandise !

Depuis sa création, l'organisation mondiale du commerce (OMC) nous impose un processus de libéralisation généralisée qui concerne tous les aspects de la vie humaine. Elle opère de façon opaque, en se donnant ses propres règles, hors de tout contrôle démocratique, sans se soucier de la dimension sociale des échanges (droits fondamentaux, emploi, environnement).

Du 9 au 13 novembre 2001, va se tenir à Doha (Qatar), la conférence ministérielle de l'OMC. L'enjeu est d'ouvrir un nouveau cycle de libéralisation du commerce mondial, cycle qui avait échoué lors du sommet de Seattle grâce à une formidable mobilisation citoyenne et des divergences entre Etats.

Dans le seul but de livrer des pans entiers de l'économie aux entreprises transnationales, les tenants de la marchandisation du monde annoncent déjà, dans les réunions préparatoires, que seule la libéralisation de l'économie permettra de résoudre les problèmes auxquels les populations du monde sont confrontées. Cyniquement, prétextant les événements du 11 septembre, ils licencient massivement et demandent aux salariés du monde entier de payer les conséquences d'une crise économique dont ils sont en grande partie responsables.

Mais ne nous y trompons pas :

L'accord général sur le commerce des services (AGCS) qui va être discuté durant ce sommet, menace l'existence des services publics, notamment, la santé et l'éducation.

L'accord sur l'agriculture promeut un modèle d'agriculture productiviste avec comme conséquence la standardisation de l'alimentation et la disparition des petites exploitations au Nord comme au Sud.

L'accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce transforme les processus biologiques et naturels en marchandises en permettant leur accaparement par les entreprises transnationales.

Pour lutter contre cette logique que l'OMC veut rendre irréversible, nous exigeons :

**?? Le refus d'un nouveau cycle de négociations.**

**?? L'évaluation avec les associations citoyennes du bilan de l'OMC depuis sa création.**

**?? Le maintien et le développement des services publics essentiels tels que l'eau, l'énergie,**